

**Lutte contre le terrorisme - Syrie -  
Russie - Irak - Entretien de M.  
Jean-Yves Le Drian, ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères  
avec «CNEWS» - extraits  
(Paris, 18 juillet 2017)**

(...)

Q - Chacun accuse l'autre de financer le terrorisme, l'encourager, d'être l'allié pour le Qatar de l'Iran, etc. Est-ce que notre ennemi de la France ne change pas, c'est Daech ?

R - Notre ennemi, c'est Daech. Notre ennemi, c'est le terrorisme. Notre ennemi, c'est le terrorisme où qu'il se trouve, où qu'il se cache, et nous devons tout faire pour combattre le terrorisme. On en parle un peu moins du terrorisme les temps derniers ; or, il est toujours présent. Alors Daech a connu, connaît heureusement des défaites, des régressions considérables et la prise de Mossoul est un exemple très significatif, même très emblématique.

Q - Et Raqqa ? Vous nous aviez dit : «Mossoul tombera» (je m'en souviens) «avant l'été», c'est fait. Raqqa, vous m'aviez dit...

R - Avant la fin de l'année.

Q - «À la fin de l'année, ce sera fait.»

L'agenda Le Drian, de ce point de vue-là...

R - Non, ce n'est pas l'agenda Le Drian, c'est l'agenda de la coalition et c'est l'agenda des autorités irakiennes.

Q - Mais est-ce que même défait comme aujourd'hui, Daech reste notre ennemi ? Parce qu'il est en train de connaître une mutation. Est-ce qu'il reste l'ennemi de la France et de l'Europe ?

R - Oui, Daech, ce n'est pas fini. La prise de Mossoul engendre un certain nombre de considérations qu'il faut absolument prendre en compte. D'abord, la sécurisation. Ce n'est pas parce que Mossoul est tombée qu'en Irak, il ne se passe plus rien. Il y a encore des poches. Ce n'est pas parce que Mossoul est tombée que Daech va uniquement se concentrer sur Raqqa, ils peuvent se regrouper ailleurs. Donc il faut poursuivre les combats et poursuivre l'élimination

de ces groupes terroristes, d'une part, mais il faut en Irak - et c'est cela notre principale préoccupation - faire en sorte que les conditions de retour à la sérénité soient établies. Cela veut dire aider les déplacés. Ils sont très nombreux, 450.000 sortis de Mossoul.

Q - Et on aura une place, nous, dans la reconstruction ou ce seront les Américains et les Russes qui vont s'en charger ?

R - Eh bien j'espère bien que nous y avons toute notre place, nous sommes membres de la coalition et nous avons aussi une relation historique avec l'Irak. Et surtout en Irak, faire en sorte qu'il y ait une réconciliation entre les différentes communautés.

Q - Ça, c'est autre chose, on verra...

R - Non, c'est immédiat !

Q - Oui...

R - Qui va diriger Mossoul demain matin ?

Q - On va en parler...

R - Où va être la gouvernance ?

Q - On va en parler...

R - Et ça, c'est une préoccupation très importante. Cela serait dramatique si on ne mettait pas en place les conditions de la réconciliation entre les Kurdes, les chiites, les sunnites, les chrétiens, les yézidis en Irak - je ne parle que de l'Irak où il y a un gouvernement reconnu -, alors on pourrait avoir demain d'autres résurgences.

Q - Cela nous concerne ?

R - Oui, parce que demain, il y aura d'autres résurgences d'autres formes de terrorisme. D'où l'importance de la réconciliation. (...)

(...)

Q - Oui, mais là, on attend des résultats, je veux dire, à terme, pas tout de suite. Mais est-ce que le tapis rouge aux Invalides, le tapis rouge surtout à Versailles, l'accueil des uns et des

autres, Benjamin Netanyahu et tout cela, cela va aboutir à quelque chose qui va bouger ?

R - Très concrètement, le fait que le président Poutine soit venu à Versailles a permis de renouer la conversation avec la Russie. Elle n'était pas complètement disparue mais elle était quand même très épisodique et aussi très dure jusqu'à présent. Il y a des sujets de désaccord, on les connaît. On essaiera peut-être de progresser mais on les connaît. Mais il y a des sujets sur lesquels on peut travailler ensemble, en particulier la Syrie. Et depuis ce déplacement du président Poutine, des relations se sont créées.

Q - C'est-à-dire, concrètement ? ...

R - Essayer de voir comment est-ce qu'on peut sortir de cette situation dramatique de la souffrance et du désastre de la Syrie. Plus de 300.000 morts, 5 millions de déplacés, de réfugiés.

Q - Est-ce que cela veut dire que Poutine maintenant en a assez lui aussi ?

R - Cela veut dire qu'on en parle et qu'il y a peut-être - parce que la Russie a une place significative dans cet espace - maintenant des conditions qui sont en train de se réunir pour qu'on puisse trouver une sortie de crise et une transition politique. C'est pour cela que nous avons, nous, deux lignes rouges dans cette affaire que le président Macron a exposées très clairement au président Poutine mais aussi au président Trump parce qu'ils ont aussi évoqué ces questions. On a deux lignes rouges majeures ! C'est l'usage des armes chimiques, la condamnation, le démantèlement de toutes les armes chimiques que le régime peut posséder.

Q - D'accord, oui.

R - Ça, c'est entre autres en direction du président Poutine. Et puis aussi le fait que le soutien humanitaire puisse dès à présent, dès qu'il y a des cessez-le-feu, être acheminé sur toutes les populations civiles. Ce sont les principes fondamentaux. À partir de là, est-ce que l'on peut parler avec les uns et les autres pour faire avancer une solution de paix et, en même temps, une solution qui évite le terrorisme ? Parce que ma ligne de conduite, c'est toujours : comment est-ce qu'on fait pour éviter le terrorisme ? Si on laisse la Syrie telle qu'elle est...

Q - Et pour avoir le terrorisme ici...

R - Et pour avoir demain le terrorisme ici...

Alors je reviens là-dessus parce que c'est essentiel : comment est-ce que l'on fait ? On sait que maintenant, l'enjeu syrien est devenu internationalisé : il y a les Russes, il y a les Iraniens, il y a les Américains, il y a nous, il y a beaucoup d'acteurs, il y a les Turcs. Il faudrait, il faut que nous puissions mettre en place un groupe de contact des puissances concernées pour qu'elles puissent faire des propositions aux Syriens.

Q - Avec la Russie associée...

R - En particulier les pays qui sont les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies dont la Russie...

Q - Mais il y a une évidence, Monsieur Le Drian...

R - Et il y a quelques mois, on ne pouvait pas parler comme cela avec les Russes ; aujourd'hui, on en parle et peut-être qu'il y a là l'initiative possible demain d'un règlement de paix.

Q - L'effet Versailles.

R - Je ne sais pas si c'est l'effet de Versailles mais c'est en tout cas l'initiative qu'a pris le président Macron et qui suppose que l'on ne mette pas à ce moment-là de préalable à la discussion et qu'on ne dise pas : on fait tout cela à condition que Bachar s'en aille. Non, Bachar n'est pas la solution.

Q - Justement, avec le président Macron, la France a changé de position à l'égard de Bachar al-Assad : elle n'en veut pas mais elle ne cherche pas comme préalable son élimination.

R - Cela fait cinq ans que l'on dit : il faut que Bachar s'en aille. Bachar est toujours là et il y a de plus en plus de morts. Donc il faut trouver des voies... Et en plus, il y a des risques pour notre propre sécurité avec le terrorisme qui se maintient, des groupes de l'opposition qui deviennent de plus en plus radicalisés. Il faut trouver une sortie.

Q - Mais est-ce qu'on peut imaginer une espèce de désescalade à laquelle les Russes participent ?

R - Oui, cela a commencé ! Il y a dans le sud de la Syrie aujourd'hui une zone de désescalade qui a été permise par un accord entre les Russes, les Jordaniens et les Américains. On peut en faire d'autres sous la réserve que ces zones puissent être accessibles à l'humanitaire et dans ces conditions-là, c'est un pas en avant. Mais le règlement politique, il viendra difficilement des acteurs syriens eux-mêmes en ce moment. Il faut que les nations directement concernées, les puissances directement concernées y mettent tout leur poids et cela veut dire la présence russe et américaine.

(...)

Q - Je voudrais vous poser une question à partir d'un cas mais qui n'est peut-être pas un cas inédit. L'armée irakienne a capturé à Mossoul une famille française - une femme et ses quatre

enfants -, ils sont aujourd'hui détenus à Bagdad, ils ont combattu avec le père ou le mari probablement contre la France. Est-ce que la France veut les récupérer et les juger ? Quelle est la position de l'Élysée et du quai d'Orsay ?

R - Les choses sont très simples. D'abord, une famille à Mossoul, dans la période que nous venons de vivre, n'était sans doute pas là pour faire du tourisme, disons-le franchement. Ensuite, lorsqu'il y a des prisonniers qui sont faits prisonniers sur le territoire irakien par l'armée irakienne ou par les autorités irakiennes, ces personnes doivent être jugées donc judiciairisées par la justice irakienne...

Q - Cela ne nous concerne pas...

R - Puisqu'ils ont la nationalité française, ils bénéficient de l'assistance, la présence, la vigilance du consul de France en Irak, mais c'est la justice irakienne qui s'en occupe.

Q - Donc les Français faits prisonniers par les Irakiens sont jugés par la justice irakienne.

R - Absolument.

Q - Alors, et si certaines familles parviennent à l'ambassade de France, je ne dis pas qu'elles vont s'en remettre aux forces spéciales. Il y en a 350, on ne sait pas les trouver. Mais si elles arrivent à l'ambassade de France, qu'est-ce qui se passe ? Est-ce qu'elles sont rapatriées ? Qu'est-ce qui se passe ?

R - Si elles arrivent [en France, NDLR], si elles se rendent à des autorités françaises, ces personnes, que ce soit des femmes ou des hommes, seront judiciairisées en France, c'est déjà arrivé.

Q - C'est-à-dire la justice française fera un procès, les jugera, les condamnera.

R - Absolument. Ce sont des combattants.

Q - Et les enfants ?

R - Et les enfants seront traités, si le cas arrive, dans des organisations spécialisées pour ce faire dans les services sociaux organisés à cet effet.

Q - Quant aux...

R - Mais c'est dramatique parce qu'il y a eu, on sait, plusieurs dizaines d'enfants français, il y a

plusieurs dizaines d'enfants français dans ces lieux, que ce soit à Raqqa, que ce soit à Mossoul. Mais c'est une dure réalité parce que la guerre...

Q - Mais souvent, quand ils ont 12-14 ans, ils ont été poussés par Daech à commettre des crimes.

R - Oui ! Mais les autorités françaises ont prévu ce type de réaction si d'aventure, cela se présentait.

Q - Donc il vaut mieux que les jihadistes terroristes, eux, n'aient pas l'occasion de revenir, n'est-ce pas ?

R - Eh bien les combattants étrangers, dans ces combats-là, que ce soit à Mossoul ou à Raqqa ou dans d'autres lieux, sont généralement mis en avant par les combattants et les autorités de Daech pour être les premiers combattants et donc les premières victimes. (...)/.